

IHEI

Problèmes politiques internationaux

2018-2019

(Sommaire et bibliographie sélective)

Enseignement : 30 heures

Mme Thévenot-Werner

Maître de conférences à l'université Paris 2 Panthéon Assas

Note : la bibliographie sélective vous permettra d'approfondir vos connaissances en complément du cours. La lecture complémentaire d'articles de journaux fiables est vivement recommandée.

Partie I : Problèmes politiques internationaux choisis s'intéressant aux droits et aux obligations des individus

Chapitre 1 : La lutte internationale contre le terrorisme : l'exemple de la lutte contre l'État islamique

Section 1 : La lutte pacifique contre le terrorisme international

Section 2 : Le recours à la force contre le terrorisme international

Ouvrages

Courmont (B.) et Ribnikar (D.), *Les guerres asymétriques, conflits d'hier et d'aujourd'hui, terrorisme et nouvelles menaces*, Paris, Dalloz, 2009, 287 p.

Hanne (O.) et Flichy de la Neuville (T.), *L'État islamique. Anatomie du nouveau Califat*, Bernard Giovanangeli Editeur, 2014, 173 p.

Articles

Alabrune (F.), « Fondements juridiques de l'intervention militaire française contre Daech en Irak et en Syrie », *RGDIP*, vol. 120, 2016, n° 1, pp. 41-50.

Bayramzadeh (K.), « Les Etats faillis et le terrorisme transnational », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, vol. 60, 2015, n° 1, pp. 99-121.

Chaumette (A.-L.), « Daech, un 'Etat' islamique ? », *AFDI*, vol. lx, 2014, pp. 71-89.

Latty (F.), « Le brouillage des repères du *jus contra bellum*. A propos de l'usage de la force par la France contre Daech », *RGDIP*, vol. 120, 2016, n° 1, pp. 11-39.

Van Steenberghe (R.), « Les interventions militaires étrangères contre le terrorisme international. Première partie : fondements juridiques (*jus ad bellum*) », *AFDI*, vol. lxi, 2015, pp. 145-198.

Chapitre 2 : Les flux migratoires : l'exemple de la crise européenne

Section 1 : Une politique interne de protection minimale

Section 2 : Une politique externe de prévention redoutable

Ouvrages

Fernandez (J.) et Laly-Chevalier (C.) (dir.), *Droit d'asile : état des lieux et perspectives*, Paris, Pedone, 2015, 424 p.

Lamort (S.), *Europe, terre d'asile ? Défis de la protection des réfugiés au sein de l'Union européenne*, Paris, puf, 2016, xi-216 p.

Tournepiche (A.-M.) (dir.), *La protection internationale et européenne des réfugiés*, Paris, Pedone, 2014, 177 p.

Articles

Aslanian (A.), « La réforme des procédures applicables en matière de droit d'asile : une avancée pour les demandeurs ? », *Revue trimestrielle de droit européen*, vol. 52, 2016, n° 1, pp. 35-42.

Favilli (Ch.), « La gestion difficile des flux migratoires pour un État situé à la frontière maritime extérieure de l'Union européenne », *AFDI*, vol. 59, 2013, pp. 257-278.

Laval (P.-F.), « L'instrumentalisation de l'Etat tiers : vers un dévoiement de la coopération européenne en matière d'asile », *Revue de l'Union européenne*, 2016, n° 599 (juin), pp. 339-350.

Marie (A.), « L'urgence de la réforme : la demande d'asile dans le contexte géopolitique », *Revue trimestrielle de droit européen*, vol. 52, 2016, n° 1, pp. 11-20.

Chapitre 3 : Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Section 1 : L'auto-détermination interne en question

Articles

Corten (O.) et Verdebout (A.), « Les interventions militaires récentes en territoire étranger : vers une remise en cause du *jus contra bellum* ? », *AFDI*, vol. lx, 2014, pp. 135-169, not. pp. 154-169.

Hellio (H.), « Libye. Instantané des instruments internationaux relatifs au printemps libyen. Printemps de l'ONU, été de l'OTAN, automne de la paix, hivers des dictateurs ? », *Revue juridique et politique des Etats francophones*, vol. 65, 2011, n° 3-4, pp. 268-288.

Szurek (S.), « La responsabilité de protéger : du principe à son application. Quelques remarques sur les enjeux du *Law Making Process* en cours », *AFDI*, vol. lvii, 2011, pp. 913-931.

Section 2 : L'auto-détermination externe en question

Ouvrages

Davezies (L.), *Le nouvel égoïsme territorial : le grand malaise des nations*, Paris, Seuil, 2015, 102 p.

Escudero Espinosa J. F., *Self-Determination and Humanitarian Secession in International Law of a Globalized World. Kosovo v. Crimea*, Springer, 2017, xxv-204 p.

Trépier (C.), *Géopolitique de l'indépendantisme en Catalogne*, Paris, coll. « Logiques politiques », L'Harmattan, 2015, 336 p.

Articles

Santulli (C.), « La crise ukrainienne : position du problème », *RGDIP*, vol. 118, 2014, n 4, pp. 799-820.

Erpelding (M.), « L'annexion de la Crimée devant les juges », *AFDI*, vol. lxxiii-2017, pp. 93-120.

Wylér (E.), « La déclaration d'indépendance de la Catalogne : sécession, non-ingérence et (non-)reconnaissance », *RGDIP*, vol. 122, 2018, n° 4, pp. 851-866.

Partie II : Problèmes politiques internationaux choisis s'intéressant aux droits et aux obligations des États

Chapitre 1 : Les ressources

Section 1 : La répartition des ressources : l'exemple de la mer de Chine méridionale

Articles

Bastid Burdeau (G.), « Le puzzle de la situation dans la mer de Chine méridionale : un défi pour la sécurité régionale et mondiale ? », *AFDI*, vol. lxi, 2015, pp. 75-91.

Beckman (R.), « The UN Convention of the Law of the Sea and the Maritime Disputes in the South China Sea », *The American Journal of International Law*, vol. 107, 2013, pp. 142-163.

Denécé (E.), « La situation juridique des archipels de mer de Chine méridionale », *Revue de droit de la mer*, vol. 3, 1998, pp. 273-284.

Dupuy (F.) et Dupuy (P.-M.), « A legal analysis of China's Historic Rights Claim in the South China Sea », *The American Journal of International Law*, vol. 107, 2013, pp. 124-141.

Fisler Damrosch (L.) et Oxman (B. H.), « Agora: the South China Sea. Editor's Introduction », *The American Journal of International Law*, vol. 107, pp. 95-124.

Iten (J.-L.), « Sentence Arbitrale sur la compétence et la recevabilité du 29 octobre 2015 (République des Philippines c. République populaire de Chine) », *AFDI*, vol. lxi, 2015, pp. 291-309.

Le Bœuf (R.), « Différend en mer de Chine méridionale (Philippines c. Chine), sentence arbitrale du 12 juillet 2016 », *AFDI*, vol. lxxii, 2016, pp. 159-181.

Section 2 : La protection des ressources : l'exemple de l'accès à l'eau douce du fleuve Jourdan

Ouvrages

Berthelot (P.), *Le Jourdain entre guerre et paix*, Bordeaux, presses universitaires de Bordeaux, 2013, 455 p. [cartes intéressantes]

Cuq (M.), *L'eau en droit international : convergences et divergences dans les approches juridiques*, préface de Mathias Forteau, Bruxelles, Larcier, 2013, 148 p. [IHEI : 906.6 CUQ]

Lasserre (F.), *Le partage de l'eau : une réflexion géopolitique*, Paris, Odile Jacob, 2018, 195 p.

Quilleré-Majzoub (F.), *L'eau dans tous ses états juridiques : perspectives hydrauliques internationales*, coll. « IHEI de Paris. Cours et travaux », n° 19, Paris, Pedone, 2017, 91 p. [IHEI : 176/QUI ; 7/IHEI 2019 n° 19]

Articles

Dubuy (M.), « Le droit à l'eau potable et à l'assainissement et le droit international », *RGDIP*, vol. 116, 2012, pp. 275-319.

Khalailah (Y.), « Prospects for Cooperation and Dispute Over Water in the Middle East », *Berkeley Journal of Middle East and Islamic Law*, vol. 73, 2012, pp. 73-117.

Chapitre 2 : L'arme nucléaire

Section 1 : La non-prolifération nucléaire sans régime spécialisé ? Questions autour de la République populaire démocratique de Corée

Section 2 : La non-prolifération nucléaire par un régime spécialisé ? Questions autour de la République islamique d'Iran

Articles

Drobysz (S.), « L'accord sur le Nucléaire iranien du 14 juillet 2015, solution négociée pour un retour au régime multilatéral de non-prolifération », pp. 75-117.

Moulier (I.), « La Crise dans la péninsule coréenne et ses répercussions internes et internationales », *AFDI*, vol. lvi, 2010, pp. 79-99.

Weckel (Ph.), « Le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'arme nucléaire », *AFDI*, vol. lii, 2006, pp. 178-197.

« Iran, le retour » (dossier), *Questions internationales*, vol. 77, 2016 (janvier-février), Paris, La documentation française, 2016, pp. 4-86.